

Septième Réunion des directeurs de la santé : 3 - 5 avril 2019, Nadi Fidji**Point 6.2 de l'ordre du jour - Réseau ECHO pour mettre fin à l'obésité infantile dans le Pacifique : progrès accomplis**

L'obésité infantile, véritable fléau en Océanie, suscite de plus en plus l'inquiétude et empêche de concrétiser le concept des îles santé. Suite à ce constat, les directeurs de la santé des pays océaniques ont approuvé en 2018, la création du Réseau ECHO, une coalition océanique dirigée par ses États membres. De plus, ils se sont engagés à appuyer les interventions réalisées dans les trois domaines prioritaires que sont l'activité physique, les mesures fiscales et la restriction de la commercialisation auprès des enfants d'aliments et de boissons non alcoolisées néfastes pour la santé.

Dix-neuf États et Territoires sont désormais membres de ce réseau et des représentants nationaux ont été nommés pour contribuer aux trois domaines prioritaires des trois groupes de travail du réseau.

Les pouvoirs publics doivent mettre l'accent sur des mesures collectives et concertées s'ils veulent privilégier les besoins du Réseau ECHO à l'échelon régional. Les directeurs de la santé sont invités à : 1) **veiller** à ce que les États et Territoires insulaires océaniques intègrent des mesures de lutte contre l'obésité infantile à leurs plans plurisectoriels de lutte contre les maladies non transmissibles (MNT) ou à leurs plans nationaux, assorties d'indicateurs et de calendriers clairement définis ; 2) **répondre** aux priorités identifiées en axant les premières mesures collectives du réseau sur l'activité physique, les mesures fiscales et la restriction de la commercialisation auprès des enfants d'aliments et de boissons non alcoolisées conformément au plan d'action approuvé à l'occasion de la réunion du mois de février 2019 ; et 3) **s'engager** à appuyer ou à soutenir une collaboration plurisectorielle afin de prévenir l'obésité infantile à l'échelon national en vue de mener des initiatives l'année suivante.

1. CONTEXTE

Le surpoids et l'obésité infantile constituent une préoccupation émergente pour les services de santé publique océaniques et entravent le développement socio-économique de la région. La prévalence de l'obésité infantile est en augmentation dans de nombreux États et Territoires insulaires océaniques. En cause, l'évolution des modes de vie qui favorise l'allongement du temps d'écran ainsi que d'autres comportements sédentaires, et un environnement obésogène, où des aliments hypercaloriques sont commercialisés à grand renfort de publicité et à moindre coût.

Le fléau allant croissant, et compte tenu du besoin d'être en adéquation avec la vision régionale des îles-santé et les priorités internationales telles que les Objectifs de développement durable, les directeurs de la santé des pays océaniques ont approuvé, en 2018, la création du Réseau ECHO pour mettre fin à l'obésité infantile dans le Pacifique, une coalition océanique dirigée par ses États membres. Les directeurs se sont également engagés à appuyer les interventions réalisées dans trois domaines prioritaires, à savoir l'activité physique, les mesures fiscales et la restriction de la commercialisation auprès des enfants d'aliments et de boissons non alcoolisées néfastes pour la santé.

Le présent document propose une synthèse des progrès réalisés par le réseau, présente les défis et les recommandations à mettre en œuvre et à promouvoir afin d'agir pour mettre fin à l'obésité infantile en Océanie.

2. PROGRÈS ET RÉALISATIONS

2.1 Coordination et membres

Dix-neuf des vingt et un États et Territoires insulaires océaniques qui participent au réseau ECHO Pacifique ont accepté la nomination de représentants nationaux comme référents de ce réseau. Les trois domaines prioritaires ont donné naissance à trois groupes de travail auxquels participent des référents nationaux, des universitaires et des représentants d'organisations techniques, comme l'OMS et la CPS.

2.2 Forum d'inauguration des référents du réseau ECHO Pacifique

Une réunion inaugurale des référents du réseau ECHO Pacifique a été organisée en février 2019 à Nadi (Fidji). Y ont participé dix-sept des dix-neuf représentants des États et Territoires insulaires océaniques, ainsi que des membres d'organismes techniques, des universitaires, des partenaires du développement et des représentants d'organisations de la société civile. À la fin du forum, des plans d'action collective ont été élaborés et seront mis en œuvre afin d'aider et de valoriser les efforts individuels accomplis au niveau des pays.

2.3 Domaines prioritaires stratégiques

À l'occasion d'une des premières réunions de planification du réseau qui s'est tenue en décembre 2017, les trois domaines prioritaires suivants ont été recensés : l'activité physique, les mesures fiscales et la restriction de la commercialisation auprès des enfants d'aliments et de boissons non alcoolisées néfastes pour la santé. Compte tenu du besoin de cartographier les tendances et d'évaluer l'impact des interventions, la surveillance de l'obésité infantile a récemment été ajoutée à liste de domaines prioritaires. Dans le monde entier, l'OMS élabore un outil type pour les enfants

âgés de 5 à 10 ans qui complètera l'exercice de collecte de données existant sur l'obésité [EDS (enquête démographique et sanitaire) pour les enfants de moins de 5 ans, et GSHS (enquête mondiale réalisée en milieu scolaire sur la santé des élèves) pour les enfants entre 12 et 17 ans]. Les référents ont reconnu le besoin de mesurer et de contrôler l'obésité infantile et ont débattu des outils axés sur des enquêtes ainsi que de la surveillance systématique réalisée au cours des visites médicales scolaires. Il est également vital d'utiliser et de partager toutes les données disponibles.

Activité physique : Les objectifs de la campagne océanienne « Pour être en forme, bougeons plus » sont les suivants : 1) faire en sorte que les principaux publics visés adhèrent et participent davantage aux activités menées dans le cadre de la campagne ; 2) renforcer les connaissances, favoriser l'adoption d'attitudes positives et encourager les projets et les efforts en faveur de l'activité physique chez l'enfant ; 3) réduire le temps d'écran ; et 4) augmenter la proportion d'enfants respectant les recommandations de l'OMS en matière d'activité physique à l'issue de la campagne. Conformément à la proposition, les référents nationaux ont tout d'abord répondu à une enquête qui fournira des données de référence sur le type de programmes ou de campagnes d'activité physique pour les enfants (âgés de 5 à 17 ans) dans leurs pays respectifs, sur les messages clés, sur les principaux comportements ciblés et sur les principaux produits livrables de ces programmes. Les résultats de cette enquête étayeront désormais les travaux de recherche formative de la campagne que les référents nationaux coordonnent et qui constitue la prochaine priorité du réseau.

Mesures fiscales : Le groupe de travail a examiné les mesures fiscales et a conclu que toute mesure fiscale devait être accompagnée de mesures complémentaires. En conséquence, le groupe a convenu de mettre l'accent sur les taxes à imposer sur les boissons sucrées et a identifié des mesures complémentaires essentielles à prendre pour renforcer l'impact du dispositif. Un tableau complet qui dresse la liste des taxes sur les boissons sucrées ainsi que des taxes à l'importation et des droits d'accise pour les produits alimentaires ciblés a été mis à jour par sept pays en 2018. Les données précisent également si les mesures fiscales élaborées et mises en place sont dégagées à la promotion de la santé ou seulement aux recettes du gouvernement. Douze pays doivent encore valider les informations fournies pour étayer cette évaluation de référence. Une série d'outils utilisant des supports et des informations existantes seront élaborés en vue d'accompagner les mesures prises à l'échelon des pays.

Restriction de la commercialisation auprès des enfants d'aliments et de boissons non alcoolisées néfastes pour la santé : En vue d'élaborer et de mettre en œuvre une approche réglementaire collective pour encadrer la promotion publicitaire et la commercialisation auprès des enfants des aliments et des boissons non alcoolisées néfastes pour la santé, les pays ont été chargés, en 2018, de réaliser une analyse de situation portant sur le contexte propre à la commercialisation des aliments à l'échelon national. Cinq pays ont répondu présents et ont collecté des données de référence. Deux pays n'ont pas pu s'atteler à cette tâche en raison d'un manque de moyens et d'activité de commercialisation, alors que douze autres pays sont en cours d'analyse de situation. En prenant appui sur la synthèse des résultats consolidés jusqu'à maintenant, les pays reconnaissent le besoin d'une approche réglementaire collective adaptée aux besoins de chaque État et Territoire insulaire océanien qui leur permettra de réglementer leurs paysages marketing alimentaire. Lors de la réunion du mois de février 2019, les pays ont proposé l'élaboration d'une série d'outils permettant de s'orienter vers l'élaboration de règlements nationaux en matière de commercialisation.

3. DÉFIS

Malgré les engagements pris à l'échelon régional, les défis demeurent ; par exemple, la conduite et la continuité des activités du réseau, l'animation et la communication régulière avec les pays membres et les organisations, et la coordination des liens entre les groupes de travail et leurs plans d'action dans les domaines stratégiques prioritaires. Il est nécessaire d'accorder un soutien accru à la coordination du réseau afin de garantir sa pérennité. De plus, à l'échelon national, il est également crucial de débloquer davantage de moyens pour faire progresser plus rapidement les actions prioritaires du réseau. Les pays doivent aussi mutualiser leurs activités répertoriées dans les domaines prioritaires du réseau et identifier les chevauchements afin d'éviter les doubles emplois. Des mesures doivent être prises de toute urgence pour que les représentants de multiples secteurs adoptent une démarche commune à l'échelle des pouvoirs publics, par exemple en faisant participer le ministère de l'Éducation aux initiatives prises dans les établissements scolaires, le ministère des Finances ou les services fiscaux à la politique fiscale et les services chargés de l'application des lois à la restriction de la commercialisation. En outre, une démarche englobant l'ensemble de la société (secteur public, secteur privé, communautés locales et société civile) doit également être prise en compte. La participation de la société civile au réseau est très limitée. Il semble donc nécessaire de renforcer la collaboration et de former des alliances avec des groupes de la société civile qui travaillent sur les MNT afin d'appuyer leurs actions de sensibilisation, l'élaboration de politiques, le suivi des responsabilités et de mieux accompagner la mise en œuvre des priorités régionales du réseau.

4. ORIENTATIONS FUTURES

4.1 Recommandations à l'attention des pouvoirs publics

Les directeurs de la santé sont invités à :

1. **Veiller** à ce que les États et Territoires insulaires océaniques intègrent des mesures de lutte contre l'obésité infantile à leurs plans plurisectoriels de lutte contre les MNT ou à leurs plans nationaux, assorties d'indicateurs et de calendriers clairement définis ;
2. **Répondre** aux priorités identifiées en axant les premières mesures collectives du réseau sur l'activité physique, les mesures fiscales et la restriction de la commercialisation auprès des enfants d'aliments et de boissons non alcoolisées conformément au plan d'action approuvé à l'occasion de la réunion du mois de février 2019 ; et
3. **S'engager** à appuyer ou à soutenir une collaboration plurisectorielle afin de prévenir l'obésité infantile à l'échelon national en vue de mener des initiatives l'année suivante.

4.2 Recommandations à l'attention des partenaires du développement

Les partenaires du développement sont invités à :

1. **Aider** les États et Territoires insulaires océaniques à mettre en œuvre et à assurer le suivi des priorités et des plans d'actions sur l'obésité infantile ;
2. **Redoubler** d'efforts pour améliorer la coordination régionale et renforcer la collaboration, et développer un réseau à l'échelle internationale pour les États et Territoires insulaires océaniques ;

3. **Renforcer** la collaboration entre les organisations de la société civile au sein des États et Territoires insulaires océaniques et entre eux, ainsi qu'avec les pouvoirs publics, les partenaires et les parties prenantes du réseau, afin de mieux soutenir les axes prioritaires concernant l'obésité infantile ;
 4. **Contribuer** au maintien du réseau et à sa pérennité ; et
 5. **Soutenir** la recherche opérationnelle sur l'évaluation de l'impact en vue de renforcer les interventions sur l'obésité infantile réalisées sur des données factuelles.
-